L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT ET DE LA TROISIEME MUNICIPALITE.——NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 21 MAI 1845.

PUBLIÉ PAR
MAGNI & WHISE.

Nouvelle-Orléans :
MERCREDI MATIN, 21 MAI 1845.

Nous publions aujourd'hui la nouvelle Constitution. Ceux qui voudront se donner la peine de comparer notre copie avec celles qui ont été publiées ces jours passés, trouveront que c'est de beaucoup la plus exacte—ayant pris la peine de la collationner sur l'original déposé au bureau du Secrétaire d'Etat.

Le journal officiel de Washington publie les nominations suivantes :

John Duncan, Appréciateur de marchandises à la Nouvelle Orléans, en remplacement de M. Robert M. Walman, destitué.

William F. Wagner, Marshal, pour le district de la Louisiane, en remplacement de M. Algernon S. Robertson, destitué.

Pierre T. Lindsly, Arpenteur Général de la Louisiane, en remplacement de M. Francis D. Newcomb, destitué.

John R. Maconochie, Trésorier de l'Hôtel des Monnaies de la N. Orléans, en remplacement de M. Richard C. Cammack, destitué.

Dr. J. J. Ker, Médecin de l'Hôpital de la Marine, en remplacement de Dr. Lozenberg.

Les dispositions respectives de la Grande Bretagne et des Etats-Unis sont, aujourd'hui fort clairement connues : les deux gouvernemens ne désirent pas la guerre et se pressent à en éviter les horreurs. Mais de tel cas toute transaction raisonnable serait impossible, dès ont repris les négociations sur le pied où elles se trouvaient avant l'avènement de M. Polk. Le Président, maintenant que sa profession de foi a produit son effet, se montre fort desireux de terminer la contestation à l'amiable. C'est un très louable désir, et nous souhaitons sincèrement de le voir arriver à son but. C'est là aussi le sentiment qu'exprime toute la portion sensée de la presse américaine ; on a reprise générale confiance dans le maintien de la paix. Il n'y a plus maintenant que quelques *aboyeurs* politiques qui s'amusent encore à lancer l'injure et la menace contre l'Angleterre. Cela, du reste, ne leur suffit pas ; et leur ardeur belliqueuse va jusqu'à déclarer coupables de *haute trahison* ceux d'entre les journaux de notre pays qui veulent bien accorder quelques droits à la Grande Bretagne sur la partie la plus septentrionale de l'Orégon. Ainsi en est-il par exemple du Public Ledger de Philadelphie qui dénonce avec la plus vive énergie la renaissance du parti britannique parmi nous. Il n'a pas assez d'anathème contre les Ministres d'Angleterre qui, dans le nouveau Parlement, ont proposé de proroger le Tarif des Céréales. Il ne trouve pas assez d'injures pour cette Reine Victoria qui, dans son discours, a osé parler de l'Orégon comme d'une chose qui ne lui appartient pas. Il ne trouve pas assez d'imprécations contre le Sénat qui, par un vote, a osé déclarer que le Président n'a pas le droit de disposer de l'Orégon sans le consentement préalable du Congrès. Il ne trouve pas assez d'injures pour ceux qui ont voté pour le Président, et qui, par conséquent, ont voulu que le Président ait